



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 27/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROTEXSUR

127 avenue Carnot
77140 ST PIERRE LES NEMOURS

Références : E/22-2704
Code AIOT : 0006508371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement PROTEXSUR implanté 127 avenue Carnot 77140 ST PIERRE LES NEMOURS. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objectif de contrôler les dispositions mises en place pour la prévention des incendies et leur propagation. Ont été ciblés la vérification des installations électriques, la détection, le désenfumage, les moyens de lutte et le confinement des eaux incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEXSUR
- 127 avenue Carnot 77140 ST PIERRE LES NEMOURS
- Code AIOT : 0006508371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROTEXSUR exerce une activité de traitement de surface et de revêtement de pièces métalliques par poudres thermodurcissables et peinture cataphorèse.

Les installations sont constituées de 3 lignes de production.

Les activités de la Société PROTEXSUR sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 08 DAIDD 1 IC 015 du 15 janvier 2008 l'autorisant à étendre ses installations de traitement de surface et de cataphorèse sur la commune de SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2015 relatif à la mise en œuvre des garanties financières, le tableau de classement relatif aux volumes des bains réellement présents sur le site a été mis à jour.

Par courrier du 24 février 2014, Madame la Préfète de Seine-et-Marne a acté le classement du site au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3).

Lors d'une réunion téléphonique du 14 janvier 2022, l'exploitant a indiqué avoir temporairement mis en arrêt la ligne Barcelone, compte tenu de la pandémie actuelle. Cet arrêt étant temporaire, le classement du site n'est pas modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rubriques de classement ICPE
- Défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.3.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 1.2.1.	/	Sans objet
2	IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
3	INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.3.	/	Sans objet
4	IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3 > II.	/	Sans objet
5	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	PROTECTION CONTRE LA Foudre	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.4.	/	Sans objet
7	IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
8	BATIMENTS ET LOCAUX	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.2.	/	Sans objet
9	ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.1.	/	Sans objet
10	ACCESSIBILITE	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.6.	/	Sans objet
11	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DA...	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.2.1.	/	Sans objet
12	ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.2.	/	Sans objet
15	CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.4.	/	Sans objet
16	PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.5.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que la défense incendie du site est satisfaisante et que l'exploitant suit correctement ses installations.

Le plan des zones à risques sera à transmettre à l'inspection dès que celui-ci aura été mis à jour en prenant en compte les observations formulées dans le présent rapport.

Une inspection sera probablement prévue en 2023 pour faire le point sur les autres non conformités évoquées lors de la visite d'inspection de 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rubriques de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique n°2565-2-a : régime A, traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc par voie électrolytique, chimique ou par l'emploi de liquides halogénés, procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), Nature de l'installation : dégraissage et phosphatation de pièces métalliques par conversion chimique : <ul style="list-style-type: none">• ligne Mâcon : 5 800 L,• ligne St Pierre : 25 000 L,• ligne Barcelone : 23 000 L, Application de peinture par cataphorèse : <ul style="list-style-type: none">• ligne St Pierre : 7 000 L,• ligne Barcelone : 35 000 L, [...] Volume autorisé : 95 800 L Rubrique n°2940-3b : régime DC, application, cuisson et séchage des peintures sur support quelconque, lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, <ul style="list-style-type: none">• Nature de l'installation : application et séchage de peintures en poudre, [...]• Volume autorisé : 150 kg/j.[...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait eu aucune modification sur son installation depuis la dernière visite. La ligne BARCELONE a été mise à l'arrêt temporairement compte tenu de la pandémie et du contexte actuel. A ce jour, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de visibilité quant à l'échéance de remise en service de la dite ligne. Il a été constaté que celle-ci ne fonctionnait pas le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a indiqué que le site était équipé de 69 extincteurs. Ceux-ci sont répartis sur le site. Un plan de localisation permet de les localiser. Des panneaux indicateurs sont présents aux endroits où ils sont rangés pour permettre une localisation rapide de ces appareils. Ces extincteurs sont entretenus annuellement par la société MOREAU INCENDIE SA. Les derniers contrôles ont été effectués le 7 octobre 2021 et le 26 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>Les installations électriques présentes sur le site sont vérifiées annuellement par la société DEKRA.</p> <p>Le dernier contrôle Q18 (compte rendu de vérification des installations électriques) a été effectué les 07 et 08 septembre 2022. 26 non-conformités ont été relevées.</p> <p>Le contrôle Q19 (contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge) sera réalisé en janvier 2023.</p> <p>Les non-conformités relevées lors de ces contrôles sont ensuite soldées par le service technique de l'établissement ou par un prestataire extérieur lorsque cela s'avère nécessaire. L'exploitant rapporte alors ces actions à la société en charge des contrôles.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de la visite que ces installations étaient reliées à une prise de terre lorsque cela était nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : IMPLANTATION - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Des exutoires à ouverture permanente sont présents sur la toiture du bâtiment. Ceux-ci sont fixes. Ils sont au nombre de 70 et mesurent chacun 2m50*1m
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques – Mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risque incendie – Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a indiqué que les équipements présents sur le site étaient reliés à une prise de terre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PROTECTION CONTRE LA Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans.</p> <p>Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que le site est équipé de deux paratonnerres.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés annuellement par la société DEKRA.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.</p> <p>En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un point bas sur le site, dans une zone extérieure.</p> <p>Cette zone est équipée de trois regards, équipés de vannes de confinement manuelles.</p> <p>Par courrier du 29 juin 2020, l'exploitant a indiqué qu'un groupe électrogène allait être installé, en cas de coupure de l'alimentation électrique, afin de diriger les eaux polluées vers les rétentions définies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>Le bâtiment dispose d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en oeuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>Le bâtiment abritant l'installation est équipé en partie haute d'exutoires de fumées fixes, constamment ouverts.</p> <p>À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et dégagées.</p> <p>Le bâtiment dispose d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en oeuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation et accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Le site est équipé d'une télésurveillance en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité du site.</p> <p>Un plan est disponible à l'entrée du site.</p> <p>Un système de télésurveillance est en place avec une astreinte 7j/7.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : ACCESSIBILITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du bâtiment.
Constats : L'installation est accessible par les services de secours via un portail d'entrée. Le site est ouvert 5j/7, 22h/24h. Le week-end le site est fermé. Une astreinte est mise en place 7j/7, celle-ci se rendra sur site pour accueillir les secours en cas de nécessité. Une voie d'accès permet d'accéder à l'arrière du site. La vanne de gaz est accessible à l'extérieur du site en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATION S DANGEREUSES PRESENTES DA...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations (substances, bains, bains usés, bains de rinçage,...), en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un logiciel interne au site permet de suivre l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site en temps réel.</p> <p>Les fiches de données sécurité sont également présentes et accessibles sur le réseau interne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de danger
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan à jour des zones de danger présentes sur l'établissement.</p> <p>Les différentes zones de stockages de produits dangereux y sont répertoriées.</p> <p>Les zones à risques devront être ajoutées au plan (périmètre zone ATEX, etc).</p> <p>Il a été constaté la présence de consignes à l'entrée des zones à risques.</p> <p>L'exploitant devra fournir le plan mis à jour à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles. et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 69 extincteurs répartis sur le site.</p> <p>La société MOREAU INCENDIE SA contrôle annuellement ces équipements. Le dernier contrôle a été effectué le 26 octobre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés implantés à 200 mètres au plus du risque permettant d'assurer un débit de 240 m³/h simultanément pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ; <p><u>Dans le cas où le réseau d'adduction n'est pas en mesure de fournir ce débit, il convient de compléter la défense extérieure contre l'incendie par des réserves d'incendie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, ou en cas de risque électrique, à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement à raison de 1 pour 200 m² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau ; - des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépotage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un système interne d'alerte incendie.
<p>Constats :</p> <p>Les besoins en eau du site ont été estimés à 720 m³, pour un incendie d'une durée de 2h.</p> <p>Un poteau incendie est présent à l'entrée du site, à l'extérieur du périmètre de l'installation. L'exploitant a transmis les informations concernant un hydrant (n°48) capable de délivrer 60 m³/h.</p> <p>Trois autres hydrants sont disponibles à proximité du site dont deux à moins de 200m.</p> <p>L'exploitant s'assure annuellement du bon entretien de ceux-ci par la mairie.</p> <p>Au vu des fiches de vie des hydrants transmis par l'exploitant en 2021, le volume disponible est moindre que celui estimé. Il devra indiquer les moyens supplémentaires mis en place pour obtenir les 720m³ de besoins en eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : Des consignes écrites sont établies au sein de l'établissement. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Des exercices d'évacuation sont effectués deux fois par an, des formations pour l'application des consignes sont également régulièrement organisées. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site (guide file-serre file).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Retention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés.</p> <p>Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux. Le volume total des eaux d'extinction pouvant être retenu est de 720 m³.</p> <p>Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.</p> <p>La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.</p> <p>La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par l'article 4.3.12 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un point bas sur le site, dans une zone extérieure.</p> <p>D'autres rétentions sont également réparties sur le site.</p> <p>Le plan des rétentions présenté par l'exploitant mentionne une capacité totale de confinement des eaux polluées sur le site de 803 m³ dont 720 m³ d'eaux d'extinction incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

